

**SYNDICAT MIXTE DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE
DU BOULONNAIS**

DÉPOSÉ A LA
SOUS-PRÉFECTURE

LE

07 MARS 2018

Arrêté d'ouverture d'enquête publique n° 01 du 07 mars 2018



Vu le code général des collectivités territoriales dans sa version en vigueur du 2 septembre 2013 ;

Vu le code du commerce dans sa version en vigueur du 2 septembre 2013 ;

Vu le code de l'environnement dans sa version en vigueur du 2 septembre 2013 et notamment ses articles L. 123-3 à L. 123-19 et R. 123-2 à R. 123-27 ;

Vu le code de l'urbanisme dans sa version en vigueur du 2 septembre 2013, et notamment ses articles L.121-1 et suivants, L. 121-10 et suivants, L. 122-1 et suivants ;

Vu la délibération du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais du 12 février 2008 définissant les modalités de la concertation ;

Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement en date du 5 novembre 2010 ;

Vu la délibération en date du 20 septembre 2012 arrêtant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais et le rapport tirant le bilan de la concertation à la même date ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais approuvé le 2 septembre 2013 et opposable depuis le 4 décembre 2013 ;

Vu la requête enregistrée le 3 janvier 2014 devant le Tribunal Administratif de Lille par l'association Hardelot Opale Environnement visant à l'annulation de la délibération du 2 septembre 2013 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale ;

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Lille n° 1400045 rendu le 29 décembre 2017, qui sursoit à statuer sur la requête présentée par l'association Hardelot Opale environnement, jusqu'à l'expiration d'un délai de 9 mois à compter de la notification, du jugement, intervenue le 11 janvier 2018, à charge pour le syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais de notifier au tribunal une nouvelle délibération portant approbation du Schéma de Cohérence Territoriale régularisant les vices constatés ;

Vu le premier vice, tiré de l'absence, pendant l'enquête publique, des avis des personnes publiques associées sur le site internet du syndicat mixte du SCoT du Boulonnais qui implique l'organisation d'une nouvelle enquête publique dans le respect des règles applicables au 2 septembre 2013 ;

Vu le second vice, tiré de l'insuffisance d'information des élus membres du comité syndical, qui n'auraient pas reçu préalablement à la délibération approuvant le SCoT, une notice explicative de synthèse sur la décision d'approbation et qui implique une nouvelle approbation du SCoT après la nouvelle enquête publique ;

Vu la nécessité d'organiser une nouvelle enquête publique, sur la base des documents du projet arrêté le 20 septembre 2012, accompagnés des avis des personnes publiques associées recueillis à l'époque, puis de prendre une nouvelle délibération d'approbation du projet après avoir informé au préalable les élus du comité syndical par une note explicative de synthèse ;

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Lille, N°E18000009/59 du 05 février 2018 désignant la commission d'enquête composée de :

M. Michel NIEMANN (Président), M. Jean-Marie VER EECKE et M. Claude MONTRAISSIN (membres titulaires) ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

Le Président du Syndicat mixte du SCoT du Boulonnais

ARRETE

Article 1er :

Il sera procédé à une nouvelle enquête publique portant sur le projet de régularisation administrative de l'élaboration du SCoT du Boulonnais qui concerne :

➤ **Les 22 communes de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais :**

Baincthun, Boulogne-sur-Mer, Condette, Conteville-lès-Boulogne, Dannes, Echinghen, Equihen-Plage, Hesdigneul-les-Boulogne, Hesdin-L'Abbé, Isques, La Capelle-les-Boulogne, Le Portel, Nesles, Neufchâtel-Hardelot, Outreau, Pernes-lez-Boulogne, Pittefaux, Saint Etienne-au-Mont, Saint-Léonard, Saint-Martin-les-Boulogne, Wimereux, Wimille.

➤ **Les 31 communes de la Communauté de Communes de Desvres-Samer :**

Alincthun, Belle et Houllefort, Bellebrune, Bournonville, Brunembert, Carly, Colembert, Courset, Crémarest, Desvres, Doudeauville, Halinghen, Henneveux, Lacres, Le Wast, Longfossé, Longueville, Lottinghen, Menneville, Nabringhen, Quesques, Questrecques, Saint-Martin-Choquel, Samer, Selles, Senlecques, Tingry, Verlincthun, Vieil-Moutier, Wierre au Bois, Wirwignes.

Article 2 :

Cette enquête se déroulera du Mardi 03 avril 2018 au vendredi 04 mai 2018 inclus, soit 32 jours consécutifs.

Le délai fixé au présent article pourra être prolongé pour une durée maximale de 30 jours, sur décision motivée du Président de la commission d'enquête après information de l'autorité compétente.

Cette prolongation sera portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, soit le 4 mai 2018, dans les conditions prévues au 1 de l'article L123-10 du code de l'environnement dans sa version applicable au 2 septembre 2013.

Article 3 :

Le siège de l'enquête est fixé au siège du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais, situé dans les locaux de Communauté d'Agglomération du Boulonnais au 1 Bd du Bassin Napoléon, BP 755, 62321 Boulogne-sur-Mer.

Article 4 :

Par décision n°E18000009/59 du 05 février 2018, le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné une commission d'enquête ainsi constituée :

- Michel NIEMANN, Président,
- Jean-Marie VER EECKE, membre titulaire,
- Claude MONTRASIN, membre titulaire.

Article 5 - Composition du dossier d'enquête :**Le dossier d'enquête comprendra :**

- La note de présentation ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Lille n°1400045 rendu le 29 décembre 2017 et notifié le 11 janvier 2018 ;
- Le dossier complet du SCOT, celui-ci inclus le Document d'Aménagement Commercial, inséré au sein du Document d'Orientations et d'Objectifs qui est composé des pièces suivantes :

Partie 1 :

- ✓ Le Rapport de Présentation
- ✓ Le diagnostic
- ✓ L'atlas du diagnostic
- ✓ Les annexes du diagnostic
- ✓ La justification des choix
- ✓ L'état initial de l'environnement
- ✓ L'évaluation environnementale et les indicateurs de suivi
- ✓ La compatibilité et la prise en compte des documents supérieurs
- ✓ Le résumé non technique

Partie 2 : le Projet d'aménagement et de Développement Durable**Partie 3 :**

- ✓ Le Document d'Orientations et d'Objectifs,
- ✓ Les cartes prescriptives,
- ✓ Le Document d'Aménagement Commercial

Les pièces administratives jointes :

- ✓ La décision du Président du Tribunal Administratif de Lille désignant la commission d'enquête et prescrivant l'enquête publique ;
- ✓ Le présent arrêté ;
- ✓ Les avis émis par les personnes publiques associées ou consultées ;
- ✓ L'avis de l'Autorité environnementale (AE) ;
- ✓ La délibération du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais du 12 février 2008 définissant les modalités de la concertation ;
- ✓ La délibération en date du 20 septembre 2012 arrêtant le projet de SCOT du Boulonnais et le rapport tirant le bilan de la concertation à la même date.

Article 6 :

Le public pourra, pendant la période mentionnée à l'article 2 du présent arrêté, prendre connaissance du dossier :

- En version numérique sur les postes informatiques de chacune des 53 mairies, des deux EPCI concernés et au siège du Syndicat Mixte ;

- En version papier dans les centres de permanences, au siège de l'enquête et dans les deux sièges (EPCI) de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais et de la Communauté de Communes de Desvres-Samer reprises dans le tableau de l'article 7 du présent arrêté ;
- Sur le site internet du SCoT à l'adresse du SCoT : www.scot-boulonnais.fr qui présentera le dossier complet visé à l'article 5 dont les avis émis par les personnes publiques associées ou consultées.

Article 7 :

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, propositions et contre-propositions aux jours, horaires et lieux suivants :

| Lieux | Dates et Horaires |
|--|---|
| Siège du syndicat mixte du Scot du Boulonnais 1, boulevard du Bassin Napoléon - 62200 BOULOGNE-SUR-MER | Mardi 3 avril 2018..... de 09 h 00 à 12 h 00 Samedi 21 avril 2018..... de 09 h 00 à 12 h 00 Vendredi 4 mai 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 |
| Siège de la Communauté d'agglomération du Boulonnais 1, boulevard du Bassin Napoléon - 62200 BOULOGNE-SUR-MER | Jeudi 12 avril 2018..... de 09 h 00 à 12 h 00 Jeudi 26 avril 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 |
| Siège de la Communauté de Communes de Desvres-Samer 41, rue des Potiers — 62240 DESVRES | Mardi 3 avril 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 Mercredi 18 avril 2018..... de 09 h 00 à 12 h 00 Vendredi 4 mai 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 |
| Mairie de Samer 84, Grand'Place Foch — 62830 SAMER | Mercredi 11 avril 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 Vendredi 20 avril 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 |
| Mairie de Baincthun 78, route de Desvres — 62360 BAINCETHUN | Jeudi 5 avril 2018..... de 09 h 00 à 12 h 00 Jeudi 19 avril 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 Vendredi 4 mai 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 |
| Mairie de Neufchâtel-Hardelot Rue des Allées — 62152 NEUCHATEL-HARDELOT | Mardi 10 avril 2018..... de 09 h 00 à 12 h 00 Lundi 23 avril 2018..... de 14 h 00 à 17 h 00 |

Pendant le délai fixé à l'article 2, le public pourra faire connaître ses observations, propositions et contre-propositions :

- soit en les consignant directement sur les registres d'enquête ouverts à cet effet dans les centres de permanence repris au tableau ci-dessus ;
- soit en les adressant, par courrier, à l'attention du Président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, Syndicat mixte du SCoT du Boulonnais, 1 boulevard du bassin Napoléon à 62321 Boulogne-sur-Mer.
- soit en les adressant, par courrier électronique, depuis leur domicile ou depuis le poste informatique de leur mairie, au Président de la commission d'enquête, par le biais du site internet de l'enquête publique : www.scot-boulonnais.fr ou à l'adresse suivante : enquete publique@scot-boulonnais.fr

Les observations et propositions réceptionnées par courriel recueillies par le Président de la commission d'enquête seront accessibles et consultables par le public sur le site internet du SCoT, après une éventuelle modération et annexées au registre papier du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais, siège de l'enquête.

Article 8 - Mesures de publicité :

A - Par annonces légales :

Un avis public faisant connaître les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique conjointe sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de celle-ci, soit au plus tard le 20 mars 2018 et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête publique, soit entre le 3 avril et le 11 avril 2018, dans les journaux suivants :

- La Voix du Nord,
- La Semaine dans le Boulonnais.

B- Par affichage légal :

Cet avis sera affiché :

- Au siège du Syndicat mixte du SCOT du Boulonnais, au siège des deux EPCI membres, la Communauté d'agglomération du Boulonnais et la Communauté de communes de Desvres Samer, et dans chacune des 53 communes membres, **quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et durant toute la durée de celle-ci.**
- L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe aux Maires et Présidents d'EPCI précités.
- A l'issue de l'enquête, les Maires des communes et des EPCI concernés justifieront de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage qu'ils feront parvenir au siège du Syndicat Mixte.
- **Cet avis reproduisant l'affiche sera reporté sur le site internet, à l'adresse suivante : www.scot-boulonnais.fr**

Article 9 :

A l'expiration du délai d'enquête, les Maires des communes transmettront, sans délai, les registres d'enquête au Président de la commission d'enquête, qui les clôturera.

Dès réception des registres et des documents annexés, le Président de la commission d'enquête examinera, avec les membres de la commission toutes les observations consignées ou annexées aux registres.

Il rencontrera le maître d'ouvrage du projet dans les huit jours suivants la date de clôture de l'enquête et lui remettra les observations écrites et orales dans un procès-verbal de synthèse.

Le maître d'ouvrage lui transmettra son mémoire en réponse, dans les quinze jours à compter de la date de remise de ce procès-verbal.

Article 10 :

Dans le cadre de cette enquête publique conjointe et à l'expiration du délai de l'enquête publique prévue à l'article 1, un rapport sera établi par la Commission d'enquête, relatant le déroulement de l'enquête et détaillant les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

La commission d'enquête disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre au Président du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais,

l'exemplaire du dossier de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées avec son rapport et ses conclusions motivées.

La commission d'enquête adressera simultanément une copie du rapport, des conclusions et avis, au Président du Tribunal Administratif de Lille.

Article 11 :

A la réception des conclusions de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui **dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.**

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure.

La commission d'enquête est tenue de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai d'un mois.

Article 12 :

Au terme de l'enquête publique et des conclusions émises par la commission d'enquête, le syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais se prononcera par délibération sur l'approbation du schéma de cohérence territoriale.

Dans ce cadre, une note explicative de synthèse comportant l'ensemble des informations nécessaires relatives aux choix ayant présidé à l'adoption du document sera transmise à chacun des élus membres du comité du syndicat mixte avant l'adoption de la délibération.

Article 13 :

Le Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais transmettra un exemplaire du rapport, des conclusions et avis à la Préfecture du Pas-de-Calais.

Une copie du rapport établi par la commission d'enquête, ainsi que ses conclusions, sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête par le Président du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- Au siège du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais ;
- Au siège des 53 communes, membres du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais ;
- Au siège des 2 EPCI : Communauté d'agglomération du Boulonnais, Communauté de communes de Desvres-Samer, et dans les lieux d'enquête visés à l'article 7 ;
- Sur le site internet du SCoT du Boulonnais à l'adresse suivante : www.scot-boulonnais.fr

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions auprès du Président du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais dans les conditions prévues au chapitre 1 de la loi n°78/753 du 17 juillet 1978 modifiée par ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005.

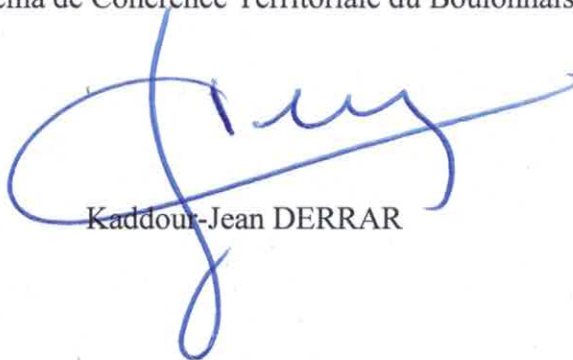
Article 14 :

Ampliation du présent arrêté est transmise pour attribution, chacun pour ce qui le concerne :

- Au Préfet du Département du Pas-de-Calais,
- Au Président du Tribunal Administratif de Lille,
- Au Président des 2 EPCI et aux Maires des 53 communes mentionnées à l'article 1,
- Aux membres de la commission d'enquête.

Le 07 mars 2018

Le Président du Syndicat mixte du
Schéma de Cohérence Territoriale du Boulonnais,



Kaddour-Jean DERRAR

DÉPOSÉ A LA
SOUS-PRÉFECTURE

LE

07 MARS 2018

